

Voici ce que les gens du Common Ground Relief pensent des roulottes de la FEMA (FEMA Trailers) : rien de plus que des niches. Près des maisons qu'ils ont réussi à réchapper du pic des démolisseurs, ils ont des plantations de légumes et d'arbustes pour les quelques résidents de retour au Lower 9th Ward. Au fond, on peut voir le mur de ciment qui a remplacé les digues qui n'étaient rien d'autres que des buttes de terre « renforcées » de feuilles de tôle ondulée.



Sommet des leaders nord-américains sur le PSP

BUSH N'ÉTAIT PAS LE BIENVENU À LA NOUVELLE-ORLÉANS

Texte et photos par NORMAND PÉPIN

Réjouissons-nous : la Nouvelle-Orléans, la « Big Easy », la ville de la fête, de la musique, de Bourbon Street, la Nouvelle-Orléans est à nouveau ouverte aux affaires.

« J'ai choisi la Nouvelle-Orléans comme lieu de rencontre avec le Mexique et le Canada parce que je voulais lancer un message clair aux gens de mon pays : la Nouvelle-Orléans est de retour. C'est un bon endroit à visiter et après le ravage de Katrina, c'est devenu une ville d'espoir »¹. Voilà tout ce qu'avait à dire George W. Bush lors de son passage à la Nouvelle-Orléans, à l'ouverture du Sommet des leaders nord-américains des 21 et 22 avril 2008, alors que les ravages créés par son administration dans la gestion de Katrina et de l'après-Katrina, l'ouragan qui a

dévasté la Louisiane en août 2005, ont été plus graves que la tempête elle-même.

Rien sur les cafouillages de son administration, rien sur l'ineptie de la FEMA (Federal Emergency Management Agency – l'agence fédérale de gestion des crises), dont le directeur, Michael D. Brown, nommé par Bush lui-même en 2003², a dû démissionner dans les semaines qui ont suivi le passage de Katrina, rien sur les défauts de conception ni sur l'entretien déficient des digues de la Nouvelle-Orléans signalés longtemps avant 2005 par les autorités locales, rien sur les ordres d'évacuation qui sont venus trop tard, rien sur les barrages dressés par les forces de l'ordre afin d'éviter que les Noirs pauvres du Lower 9th Ward ne fuient les eaux montantes et n'envahissent les beaux quartiers de la ville, rien sur la dureté avec

laquelle on a interdit aux personnes sinistrées de récupérer leurs biens, majoritairement des Noirs, qui venaient de tout perdre, y compris leurs titres de propriété. Rien sur les expulsions massives des Noirs américains et leur dispersion un peu partout aux États-Unis, ni sur l'entrée massive de main-d'œuvre du Mexique et d'Amérique centrale pour reconstruire la ville après s'être assuré que les lois du travail ne s'appliqueraient pas à cette main-d'œuvre, rien sur les tensions ainsi créées entre la communauté noire et la communauté latino-américaine parce que l'une a le sentiment d'être remplacée par l'autre en acceptant de travailler à rabais. Rien non plus sur les démolitions non nécessaires des maisons qui avaient été épargnées presque par miracle des ravages de l'ouragan, rien

Suite à la page 22

¹ Voir La Presse, 22 avril 2008, « Sommet de la Nouvelle-Orléans : Harper fait l'éloge de George Bush », p. A-13.

² http://www.whitehouse.gov/government/brown_bio.html



Les comédiens du « Day Labor Congress » (Congrès des travailleurs journaliers) dans une scène de théâtre de rue. Après avoir joué le parcours d'une famille mexicaine sans travail dans son pays vers les États-Unis, ils se sont retrouvés face à face avec George Bush en visite à la Nouvelle-Orléans, qu'ils ont aussitôt capturé. Après s'être demandés quoi faire de lui (l'exécuter, l'emprisonner, le torturer), ils décident de le déporter, lui réservant le même sort que de nombreux d'entre eux subissent au moment de toucher leur première paye, dénoncés par des patrons véreux qui les ont engagés sachant fort bien qu'ils étaient sans statut aux États-Unis. Sur le chandail des comédiens, on peut lire, d'un côté, « Day Labor Congress » en anglais et en espagnol, et de l'autre, « United for a just reconstruction » (Unis pour une reconstruction juste) et « Looking for work is not a crime » (chercher du travail n'est pas un crime).

sur les roulottes mises à la disposition des évacués par la FEMA isolées au formaldéhyde et qui ont rendu malades leurs résidents³, rien sur les comptes d'électricité⁴ ou d'aqueduc qui attendaient les habitants du Lower 9th Ward deux ans après Katrina alors que leurs maisons dévastées n'avaient ni eau ni électricité.

Rien. Si ce n'est cet appel aux forces magiques du commerce pour régler tous les problèmes. Dans le fond, faut-il s'en étonner? C'est la réponse de George Bush à toutes les situations. Un mois après les attentats du 11 septembre 2001, Bush avait demandé à ses concitoyens de continuer à consommer comme si rien ne s'était passé, sinon les terroristes auront démontré qu'ils peuvent ébranler les États-Unis : « *Now, the American people have got to go about their business. We cannot let the terrorists achieve the objective of frightening our nation to the point where we don't -- where we don't conduct business, where people don't shop. That's their intention* »⁵.

Pourquoi aurait-il agi différemment? Après tout, Katrina n'a conduit qu'au pire exode de masse de l'histoire des États-Unis, avec plus de 1,3 millions de personnes déplacées, pourquoi revenir là-dessus? Quelque 1 300 morts, des centaines de maisons détruites, à quoi bon se préoccuper de ça? Pourquoi s'inquiéter de citoyens traités comme des voleurs tout simplement parce

L'opération après-Katrina n'était pas une mission de sauvetage, mais une opération militaire...

qu'ils sont Noirs et qu'ils habitent les beaux quartiers (c'est suspect, n'est-ce pas, un Noir dans un beau quartier?). Au Sommet des peuples, le 22 avril, on a pu entendre le témoignage de Leon A. Waters, qui a été forcé à la pointe du fusil d'entrer dans sa propre maison après que les soldats en aient défoncé la porte pour « s'assurer » qu'il n'y avait pas eu effraction et après que les soldats aient refusé obstinément de regarder les pièces d'identité qui leur auraient prouvé qu'il habitait bel et bien dans la maison qu'il venait de quitter dans le quartier plutôt chic avoisinant l'université Loyola de la Nouvelle-Orléans.

Pour Leon, l'opération après-Katrina n'était pas une mission de sauvetage, mais une opération militaire puisque tous ceux qui résistaient ou qui questionnaient les ordres des autorités étaient considérés comme des ennemis de l'État. Au regard de ce que les

Afro-Américains ont vécu et la « gestion » d'ensemble de l'après-Katrina, faut-il se surprendre de la teneur des propos du révérend Jeremiah Wright (« *Ne dites pas : Dieu bénisse l'Amérique, mais Dieu maudisse l'Amérique* » ; « *Vous ne pouvez pas pratiquer le terrorisme et vous attendre à ce qu'il ne revienne jamais contre vous* ») qui ont tant nui à la campagne présidentielle de Barack Obama, dont il a été un temps le pasteur⁶. Non, si George W. Bush a choisi la Nouvelle-Orléans pour la tenue du 4^e Sommet des leaders nord-américains sur le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP), c'est parce que c'est dans cette ville qu'a été appliquée la stratégie du choc de la manière la plus poussée.

La stratégie du choc, c'est la transposition à des sociétés entières des « leçons » tirées de l'administration de chocs électriques aux individus. Après le choc, la victime est

³ Voir entre autres « Are FEMA Trailers making their residents sick » sur le site de CBS News au http://www.cbsnews.com/stories/2007/05/16/cbsnews_investigates/main2819179.shtml

⁴ Gracieuseté de la compagnie Entergy (www.entropy.com).

⁵ http://www.whitehouse.gov/news/releases/2001/10/20011011_17.html

⁶ Voir entre autres : http://www.lemonde.fr/elections-americaines/article/2008/04/29/jeremiah_jwright-est-une-source-d-embarras-pour-le-candidat-noir_1039564_829254.html



Le Lower 9th Ward en date du 21 avril 2008, au moment de notre passage à la Nouvelle-Orléans. Le quartier est pratiquement réduit à un terrain vague, alors que de nombreuses maisons s'y dressaient modestement, mais fièrement deux ans et demi plus tôt. On peut voir les dalles de ciment, des restes d'escalier là où il y avait des maisons avant la dévastation.

Un panneau sur le site de Common Ground Relief (www.commongroundrelief.org), un organisme créé à la suite du passage de l'ouragan Katrina pour apporter de l'aide immédiate aux résidents de la côte du golfe du Mississippi et un appui à long terme pour la reconstruction juste et durable des communautés affectées, invite les gens à descendre de voitures et à écouter ce que les gens ont à dire, à donner un coup de main ou encore à faire un don parce que le Lower 9th Ward manque encore de tout.

beaucoup plus ouverte à la suggestion, beaucoup plus disposée à obéir qu'elle ne l'était avant de recevoir le choc. Un traumatisme collectif, une guerre, un coup d'État, une catastrophe naturelle, une attaque terroriste, nous plonge tous en état de choc.

Résultat : comme les prisonniers dans la salle d'interrogatoire, nous aussi devenons comme des enfants et nous sommes enclins à suivre les leaders qui clament qu'ils vont nous protéger. Il y a une personne qui a compris ce phénomène dès le début, ce fut un des économistes les plus influents de notre époque : Milton Friedman.

Friedman croyait à une vision radicale de la société où le profit et le marché régiraient

tous les aspects de la vie : de l'école à la santé, et jusqu'à l'armée. Il appela à l'abolition de toutes les protections tarifaires, à la dérégulation de tous les prix et à l'éviscération des services gouvernementaux. Mais comme ses idées ont toujours été extrêmement impopulaires, voire mené à des révoltes importantes, puisque leur application a provoqué des vagues de chômage, des hausses des prix farineuses et ont précarisé la vie de millions de personnes, Milton et ses disciples se rendaient bien compte qu'ils étaient incapables de mettre en œuvre leurs réformes démocratiquement. Ils ont été de plus en plus séduits par l'idée de la stratégie du choc puisque, comme le dit Friedman lui-même,

« seule une crise, réelle ou appréhendée, produit un changement véritable ».

La Nouvelle-Orléans est un exemple concret, sinon une expérimentation à large échelle, de cette stratégie du choc et du type de solution privé-public mis de l'avant à travers le PSP pour le développement de l'Amérique du Nord. L'utilisation croissante de travailleurs « invités » et la gestion de crise conduite par les grandes entreprises sont deux initiatives du PSP qui sont discutées derrière des portes closes avec les dirigeants des plus grandes entreprises de l'Amérique du Nord.

• • •